

D'un point de vue environnemental, la prédominance du secteur informel, notamment dans les subsecteurs qui exploitent directement les ressources naturelles, pose des problèmes pour réguler son impact sur l'environnement, éviter la surexploitation des ressources disponibles, ainsi que pour une bonne gestion de la pollution.

Les TPME s'inscrivent dans un environnement des affaires guinéen complexe et parfois inadapté à leurs spécificités, et doivent faire face à de multiples entraves comme le poids du système fiscal, la corruption, la quasi absence de filets sociaux, l'accès limité à des marchés de biens et de services locaux, la qualité des infrastructures, ou encore la faible capacité de leurs ressources humaines. La situation est d'autant plus difficile aujourd'hui dans la mesure où les acteurs du secteur privé – individus comme entreprises – subissent de plein fouet la crise économique et sanitaire actuelle, particulièrement dans le secteur informel où les filets de sécurité sont particulièrement limités. En effet, 90% des entreprises guinéennes enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires en 2021. Un tiers d'entre elles estiment que cette baisse est de plus de 40% et que, sans un accompagnement de l'Etat, elles risquent la fermeture.

L'accès au financement est le premier obstacle au développement des TPME, plus particulièrement pour les entreprises portées par les femmes. L'accès aux formations (plus spécifiquement en matière de marketing, d'éducation financière et d'accès au marché) demeure aussi un obstacle important du fait de l'inadéquation de l'offre actuelle aux besoins spécifiques des femmes et aux différentes barrières auxquelles elles font face : problème de disponibilité (tâches domestiques et activités liées aux soins), manque de connaissances et de compétences requises (taux de scolarisation et l'alphabétisme plus faible), manque de garantie (foncier au nom du mari), autocensure (barrières socio-psychologiques), faible accès à l'information et aux technologies, etc.

Ainsi, les femmes jouent un rôle important dans les activités socioéconomiques de leur communauté, bien qu'il existe peu de données documentées sur leurs impacts et leurs contributions, mais restent souvent invisibles et concentrées dans le secteur informel.

L'entrepreneuriat féminin en Guinée est majoritairement cantonné à l'informel :

- Selon l'Institut National de la Statistique (INS), on dénombre en Guinée 1 875 412 unités de production informel (UPI). Plus de 49,3% des promoteurs de ces UPI sont des femmes.
- A l'inverse, de 2014, à 2019, sur 40 705 entreprises formellement créées, seules 7 010 sont dirigées par des femmes, soit 17%.
- Parmi les entreprises guinéennes, 9% seulement comptent une femme parmi leurs propriétaires, soit un pourcentage près de trois fois inférieur à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne (29%).

Cette très faible représentation des femmes au sein de l'écosystème entrepreneurial formel s'explique par les inégalités de genre dans l'accès aux opportunités, services, biens et ressources nécessaires au développement d'initiatives entrepreneuriales génératrices de revenus. Aussi, le manque de capacités d'autonomie et de pouvoir de décision des femmes limite leur vocation entrepreneuriale et/ou la croissance de leur projet entrepreneurial, notamment parce que les valeurs et les attributs de l'entrepreneuriat (prise de risque, esprit aventurier, orientation axée sur la performance, etc.) sont habituellement associés aux hommes. Les femmes font donc face à de nombreuses barrières d'ordres socio-économique et culturel qui les cantonnent dans des activités de subsistance et traditionnellement féminines. Or, l'entrepreneuriat constitue une activité principale permettant une émancipation financière et un rôle actif dans la société, en dehors du foyer. En effet, lorsque les entreprises dirigées par des femmes sont enregistrées, la motivation première est de gagner en indépendance.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Au niveau institutionnel, il existe plusieurs acteurs qui travaillent sur le secteur du développement des TPE/PME avec un rôle central conduit par l'**Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP)** et le **Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises** (qui assure la tutelle de l'APIP). Ce dernier a pour mission la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans les domaines du commerce, de l'industrie et des PME, des investissements et du partenariat public privé et d'en assurer le suivi. La promotion de l'entrepreneuriat féminin et des jeunes pour le développement des secteurs de commerce, de l'industrie et des PME fait également partie de ses autres attributions, qui sont précisées dans le décret du 13 janvier 2021 publié par le Colonel Mamadi Doumbouya (président de la transition). A noter que le **FODIP (Fonds de Développement Industriel et des Petites et Moyennes Entreprises)** est également sous la tutelle de ce Ministère et que des synergies pourront être envisagées si pertinentes. Le FODIP a récemment mis en place le Fonds d'Appui aux Groupements d'Intérêts Economique (GIE) et aux entreprises (FAGIEE) dans un contexte de